



HAL
open science

La République islamique d'Iran face aux Occidentaux : un conflit stratégique ou conjoncturel?

Bernard Hourcade

► **To cite this version:**

Bernard Hourcade. La République islamique d'Iran face aux Occidentaux : un conflit stratégique ou conjoncturel?. *Revue Défense Nationale*, 2024, 869, pp.59-64. 10.3917/rdna.869.0059 . halshs-04613336

HAL Id: halshs-04613336

<https://shs.hal.science/halshs-04613336>

Submitted on 18 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La République islamique d'Iran face aux Occidentaux : un conflit stratégique ou conjoncturel ?

Bernard HOURCADE

Directeur de recherche au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien, Paris.

Le renversement de la monarchie iranienne et l'instauration de la République islamique d'Iran en 1979 furent une vraie révolution, dramatique et globale, aux effets durables, pour la société iranienne comme pour la sécurité régionale. L'ancien « gendarme du golfe Persique », protecteur de nos intérêts pétroliers face à la menace soviétique, venait de renverser ses alliances et devenait une menace pour les pays occidentaux et pour leurs alliés de la région, notamment pour Israël.

À juste titre, les dimensions culturelles et islamiques de cette révolution ont été mises en évidence, mais elles ont parfois occulté d'autres dynamiques constitutives de ce mouvement, comme le nationalisme qui n'était pas seulement l'apanage du Chah. Le consensus révolutionnaire associait en effet l'opposition nationaliste à l'omniprésence des États-Unis dans la politique du régime impérial et un retour à l'islam chiite qui avait été au cœur de la création de l'État iranien moderne au XVI^e siècle. Cette alliance nationaliste des identités culturelle et politique a exacerbé un anti-occidentalisme aux racines profondes, qui semblait néanmoins paradoxal, en contradiction avec les aspirations d'une société iranienne massivement instruite et ouverte à la mondialisation et à la culture européenne ⁽¹⁾.

Les racines du consensus nationaliste

Islamisé mais jamais arabisé, premier pays musulman indépendant, membre fondateur de la Société des Nations, la Perse/Iran a toujours valorisé un nationalisme sourcilleux fondé sur son exception culturelle, ethnique et politique. Au XIX^e siècle, l'Iran multiethnique, était isolé et encerclé par les empires ottoman,

⁽¹⁾ HOURCADE Bernard, *Iran, paradoxes d'une nation*, CNRS Éditions, 2021.

britannique et russe, et défendait son unité et son indépendance en valorisant son identité iranienne et chiite face aux impérialismes chrétiens ⁽²⁾.

À partir de 1923, la modernisation de l'Iran par Reza Chah Pahlavi s'est inscrite dans cette même ligne, mais en substituant à l'islam chiite toujours très populaire mais jugé rétrograde, l'histoire et la culture de la Perse antique redécouverte notamment par les archéologues français ⁽³⁾. L'affirmation de la culture nationale iranienne préislamique allait de pair avec une volonté d'ouverture économique et technologique vers l'Europe, principalement l'Allemagne qui n'avait pas de passé impérialiste, contrairement à la Grande-Bretagne et à la France. Les débats intellectuels et politiques entre l'héritage national iranien, l'islam chiite et l'ouverture au monde moderne ont jalonné l'histoire de l'Iran tout au long du XX^e siècle, notamment lors de la révolution constitutionnaliste de 1906, de la nationalisation du pétrole britannique en 1951 et bien sûr du renversement de la monarchie en 1979 ⁽⁴⁾.

Pendant le règne de Mohammad-Reza Pahlavi (1941-1979), la recherche du chemin pour concilier les nécessaires progrès technologiques et économiques avec la culture iranienne à la fois chiite et préislamique a été au cœur des réflexions dans tous les milieux y compris religieux. Avant le philosophe Ali Shariati dont les discours et écrits ont fortement inspiré les milieux religieux et intellectuels dans les années précédant la révolution islamique, le pamphlet du sociologue Jalal Al-e Ahmad, *Gharbzadegi* ⁽⁵⁾ (« La maladie de l'Occident »), publié en 1962, avait connu une audience considérable et inspiré tous les acteurs de la révolution de 1979. La critique politique et parfois humoristique, des mœurs « occidentales » était devenue chose banale.

Dans le contexte de la guerre froide et de l'activisme des groupes marxistes ou communistes (parti Tudeh), cette défense de l'exception culturelle iranienne face à l'invasion culturelle occidentale a pris une dimension plus politique dans les années 1970, en dénonçant l'omniprésence américaine dans la politique du gouvernement iranien ⁽⁶⁾. Par ailleurs, les idéaux de liberté et de démocratie portés par les idées occidentales étaient partagés par la nouvelle classe moyenne moderniste qui avait émergé après la « Révolution blanche du Chah et du peuple » de 1963 qui avait changé en profondeur la société iranienne (réforme agraire, vote des femmes, universités).

⁽²⁾ PLANHOL (DE) Xavier, *Les nations du Prophète, manuel géographique de politique musulmane*, Fayard, 1993 (voir chap. VII : Empire, nationalités et nation en Iran).

⁽³⁾ CHEVALIER Nicole, *La recherche archéologique française au Moyen-Orient 1842-1947*, Éditions Recherche sur les Civilisations, 2002.

⁽⁴⁾ DIGARD Jean-Pierre *et al.* : *L'Iran au XX^e siècle. Entre nationalisme, islam et mondialisation*, Fayard, 2007.

⁽⁵⁾ Jalal Al-e Ahmad, *L'Occidentalité, Gharbzadegi* (trad. F. et M. Kotobi), L'Harmattan, 1988.

⁽⁶⁾ RICHARD Yann, *Le Grand Satan, le shah et l'imam. Les relations Iran/États-Unis jusqu'à la révolution de 1979*, CNRS Éditions, 2022.

Ces débats intellectuels se sont transformés en crise politique en 1964 à Qom, quand un jeune ayatollah, Ruhollah Khomeiny, protesta avec force contre le statut d'extraterritorialité donné aux forces américaines stationnées en Iran. La manifestation fut violemment réprimée, entraînant l'exil du *leader* religieux en Irak d'où il prépara la chute de la monarchie. L'Iran s'insérait désormais parmi les nations impliquées *de facto* dans les luttes tiers-mondistes soutenues par l'URSS contre l'impérialisme américain, et par extension contre l'Occident d'une façon globale ⁽⁷⁾.

« Ni Est ni Ouest » : l'Iran islamique et non-aligné

Pour les États-Unis et leurs alliés, la chute éventuelle du régime impérial serait une catastrophe car l'Iran du Chah était à la fois un allié idéologique et un rempart pour protéger le pétrole du golfe Persique. Faute d'alternative crédible, les Occidentaux n'ont pas bloqué l'accession au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny qui semblait être le seul capable de contrôler la situation après avoir réussi à unir islamistes, marxistes, nationalistes et libéraux défendant les droits de l'Homme. Le *leader* religieux était surtout une garantie pour empêcher toute exploitation de la situation par l'URSS. Les Américains estimaient avoir sauvé l'essentiel avec la promesse que l'armée iranienne resterait fidèle à ses alliances. La France, qui avait accepté que Khomeiny prépare sa prise du pouvoir depuis Neauphle-le-Château, comptait sur son influence auprès de nombreux opposants iraniens réfugiés en France comme le futur président Abolhassan Bani Sadr. L'ambassade de France à Téhéran croulait d'ailleurs sous les fleurs envoyées en remerciement de son appui à la Révolution.

Le slogan « Ni Est ni Ouest, République islamique » était en outre rassurant car rappelait le non-alignement du nouveau régime et semblait confirmer que la priorité de son action révolutionnaire serait le monde musulman. Les illusions furent de très courte durée puisque la visite à Téhéran de Yasser Arafat dès le 17 février 1979 a permis au nouveau pouvoir islamique de désigner Israël comme le symbole par excellence de la domination des puissances occidentales au Moyen-Orient.

Le 4 novembre 1979, la prise en otage des diplomates américains et l'invasion par l'URSS de l'Afghanistan voisin le 27 décembre renforcèrent les hypothèses que le nouveau régime iranien était en fait un cheval de Troie de l'Union soviétique. Les États-Unis, le « Grand Satan », étaient clairement la cible principale de la révolution islamique et « *marg bar amrika* » (« Mort à l'Amérique ») devint le slogan emblématique du régime. La « menace iranienne » devenait une réalité nouvelle, mais longtemps analysée selon les concepts de la guerre froide.

⁽⁷⁾ HOURCADE Bernard, « Iran : révolution islamique ou tiers-mondiste ? », *Hérodote*, n° 36, 1985, p. 138-158.

La guerre Irak-Iran conforte le pouvoir du clergé chiite et anti-occidental

Lorsqu'éclate la guerre Irak-Iran le 22 septembre 1980 ⁽⁸⁾, rien n'était scellé en Iran, car le nouveau régime restait très divisé, et la société iranienne partagée entre l'islam et les valeurs culturelles et politiques des pays occidentaux. Dans un premier temps, l'armée nationale iranienne équipée par les États-Unis et fierté du Chah, a renforcé le nationalisme au détriment de l'islam car elle défendait le territoire national, mais la guerre fut surtout utilisée par le clergé chiite pour s'installer durablement au pouvoir et radicaliser sa « lutte contre l'agression occidentale », avec le soutien au moins tacite, des millions d'anciens combattants et des familles des « martyrs » ⁽⁹⁾.

Cette guerre ne fut pas limitée au front entre Irak et Iran, mais devint internationale avec un second front au Liban, face à Israël et à l'Europe avec des actions terroristes. La France fut impliquée dans le conflit à plusieurs titres, et tout d'abord pour son soutien militaire affiché à l'Irak de Saddam Hussein. Le « Petit Satan » français fut, de plus, victime de prises d'otages au Liban et d'attentats meurtriers à Paris en relation avec le contentieux sur le contrat Eurodif et l'interruption de la coopération nucléaire ⁽¹⁰⁾ et, enfin, pour son accueil d'opposants politiques dont plusieurs furent assassinés, qu'ils aient été proches du Chah ou victimes des premières purges du nouveau régime.

Les monarchies arabes au golfe Persique associées au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour soutenir l'Irak et contrer l'exportation de la révolution islamique furent peu touchées par le conflit contrairement au Liban alors ravagé par la guerre civile avec en toile de fond le conflit israélo-palestinien. Après l'occupation du pays par Israël en 1982, l'Iran renforça sa présence militaire, sociale et politique au Liban en soutenant la création du *Hezbollah*, avec l'aide de la Syrie son seul allié dans la région ⁽¹¹⁾. Comme les États-Unis et la France n'intervenaient pas sur le front irakien, l'Iran utilisa le Liban pour affronter ses deux « ennemis » en perpétrant des attentats contre leurs forces armées. Ces opérations terroristes marquent le début d'une politique de création par l'Iran de forces non-étatiques agissant de façon non conventionnelle dans les États de la région opposés à la République islamique.

À l'intérieur du pays, les oppositions libérales et surtout marxistes furent physiquement éliminées en 1981, après la destitution et l'exil du président élu A. Bani Sadr. L'identité islamique s'affirmait dans tous les domaines avec la Révolution culturelle, la fermeture des universités, la dénonciation dans les médias de tout ce qui était jugé « occidental ». Les femmes étaient particulièrement

⁽⁸⁾ RAZOUX Pierre, *La guerre Iran-Irak, Première guerre du Golfe 1980-1988*, Perrin, 2013.

⁽⁹⁾ KHOSROKHAVAR Farhad, *L'islamisme et la mort : Le martyr révolutionnaire en Iran*, Harmatan, 1995.

⁽¹⁰⁾ NICOUILLAUD François, *Des atomes, des souris et des hommes. France-Iran : leurs relations nucléaires jusqu'à l'Accord de Vienne*, Hémisphères, 2022.

⁽¹¹⁾ CHEHABI Houchang, *Distant relations: Iran and Lebanon in the last 500 years*, London, Tauris, 2006.

concernées par cette islamisation conservatrice qui avait aboli le Code de la famille jugé trop libéral et imposé le port du voile ⁽¹²⁾.

Les contradictions de l'anti-occidentalisme en Iran

Après la fin de la guerre Irak-Iran puis le décès de l'ayatollah Khomeiny en 1989, le gouvernement dirigé par Hashemi. Rafsandjani (1989-1997) avait pour mot d'ordre la reconstruction économique, la normalisation des relations internationales, le pragmatisme et la « défense des intérêts nationaux ». Sous la présidence de Mohammad Khatami (1997-2005) on parlait même de « dialogue des civilisations » et en 2015 la signature de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (*JCPOA*) avec les grandes puissances avait réglé la question du nucléaire et ouvert des perspectives d'ouverture économique, culturelle et même politique avec les pays occidentaux.

Toutes ces tentatives pour mettre un terme à la confrontation entre l'Iran et l'Occident ont pourtant été des échecs. Certes, la méfiance ou l'hostilité de certains États comme les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite, ont eu une responsabilité dans ces échecs, mais en Iran les partisans d'un islam anti-occidental sont toujours restés actifs et efficaces dans la vie politique de la République islamique, rendant utopique l'ambition de trouver un équilibre entre islam, nationalisme et ouverture internationale.

Qu'elle ait été stratégique ou conjoncturelle, la confrontation culturelle, politique et militaire entre l'Iran islamique et l'Occident constitue une longue expérience de 45 années et fait de la République islamique d'Iran un acteur complexe, difficile, mais obligé, dans un contexte de recomposition des (dés)équilibres mondiaux.

Comme au temps du Chah mais dans un contexte nouveau, l'ambition de devenir une puissance régionale crainte, sinon respectée, est à nouveau prioritaire, ce qui provoque de nouveaux conflits internes au sein du régime. Pour le clergé chiite, l'identité nationale de l'Iran est d'abord islamique et implique une lutte sans relâche contre l'« agression culturelle occidentale », comme l'a confirmé en 2022 la répression contre la révolte des femmes sur le voile islamique. Les Gardiens de la Révolution (*Pasdarans*) s'imposent, quant à eux, comme une force globale et pragmatique sur les plans militaire, sécuritaire, économique et idéologique, s'appuyant sur les anciens combattants et les mythes de la résistance nationale. Leur fidélité à l'islam et à « l'Axe de la résistance » contre Israël est bien réelle, mais elle passe par la défense du territoire national et un certain réalisme sur la réalité des rapports de force.

⁽¹²⁾ KIAN Azadeh, *Femmes et pouvoirs en Islam*, Michalon, 2016.

Pour ne plus rester bloqué dans une confrontation bilatérale stérile avec l'Occident, le non-alignement « Ni Est ni Ouest » des débuts du régime islamique semble à nouveau faire consensus en valorisant l'indépendance et la forte identité nationale iranienne. Cette idée est soutenue par le président Ebrahim Raïssi, en fonction depuis août 2021, qui voit dans le rapprochement avec la Chine et l'entrée dans les *BRICS* ⁽¹³⁾ une solution pragmatique pour sauver le régime islamique et donner à l'Iran un rôle de puissance régionale au sein d'un nouveau tiers-mondisme ⁽¹⁴⁾.

Une telle politique ne saurait être durable sans l'adhésion de la société iranienne, car l'Iran est malgré tout une république. La majorité des Iraniens sont des jeunes adultes de 25 à 50 ans, aguerris par leur expérience du régime islamique et toujours en relation avec leurs parents qui ont fait la révolution de 1979 et la guerre. Écrasée par la crise économique et l'absence de perspective après le retrait américain du *JCPOA* en 2018 ainsi que le départ des entreprises européennes, cette nouvelle classe moyenne au niveau d'instruction sans égal dans la région, est ouverte au monde contemporain, tout en restant attachée à son pays et à son indépendance. À l'évidence, elle ne semble pas voir dans la Chine et la Russie des partenaires répondant à leurs attentes en matière de libertés publiques, de droits de l'Homme et de développement économique. ♦

Courriel de l'auteur : bernardhourcade@gmail.com

⁽¹³⁾ Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont été rejoints, le 1^{er} janvier 2024, par l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis (EAU), l'Éthiopie et l'Iran pour former les *BRICS+*.

⁽¹⁴⁾ HOURCADE Bernard, « Ebrahim Raisi's Domestic Policy: Conservative, Pragmatic or Paralyzed? », *The Muslim World*, vol 113, n° 1-2, 2023, p. 19-31.